

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE LONGUEUIL

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre civile - Recours collectif)

NO : 505-06-000016-126

CODE: BA 0179

MADAME MARIE-HÉLÈNE DESJARDINS,

Requérante

-vs-

COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES,

Intimée

**REQUÊTE POUR AUTORISATION D'EXERCER UN RECOURS COLLECTIF
ET POUR ÊTRE REPRÉSENTANT
(Articles 1002 et ss. C.p.c.)**

**À L'UN DES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT POUR ET DANS LE
DISTRICT DE LONGUEUIL, LA REQUÉRANTE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

1. Les membres du groupe sont :

Toutes les personnes qui ont payé, pour leurs enfants inscrits à l'une des écoles relevant de la Commission scolaire des Patriotes, des frais pour l'achat de manuels scolaires ou du matériel didactiques obligatoires requis pour l'enseignement des programmes d'études de l'éducation primaire et secondaire et ce, depuis l'année scolaire 2008-2009 jusqu'à la date du jugement et non visés par l'exception prévue à l'article 7 de la Loi sur l'instruction publique L.R.Q., chapitre I-13.3, ci-après désigné le groupe.

2. La requérante reproche à la Commission scolaire des Patriotes plusieurs fautes, soit :
- a. D'autoriser et/ou de permettre à ses écoles de facturer les parents et/ou de leur faire acquérir des manuels scolaires obligatoires ainsi que du matériel didactique requis pour l'enseignement des programmes d'études qui, en vertu de *la Loi sur l'instruction publique*, doivent être fournis gratuitement;
 - b. Malgré le fait que cette facturation soit illégale la Commission scolaire permet à ses écoles de le faire et omet de les obliger à se conformer à ladite Loi;
 - c. En vertu de *la Loi sur l'instruction publique*, tous les enfants du niveau primaire et secondaire ont droit à la gratuité des services éducatifs;
 - d. Ils ont le droit à la gratuité des manuels scolaires et du matériel didactique requis pour l'enseignement des programmes d'études jusqu'au dernier jour du calendrier scolaire de l'année scolaire où ils atteignent l'âge de 18 ans ou de 20 ans dans le cas d'une personne handicapée au sens de la loi;
 - e. Les écoles et la Commission scolaire contreviennent à cette loi;

LA RÉCLAMATION

CONDAMNER l'intimée à rembourser à chacun des membres du groupe les frais payés pour des manuels scolaires obligatoires ainsi que du matériel didactique requis pour l'enseignement des programmes d'études;

CONDAMNER l'intimée à payer l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du Code civil du Québec à compter de la date de signification de la présente requête;

CONDAMNER l'intimée à payer à chacun des membres du groupe un montant de CENT dollars (100,00\$) à titre de dommages exemplaires;

ET aux entiers dépens.

St-Bruno-de-Montarville, ce 31 août 2012

(S) AUBIN GIRARD CÔTÉ

AUBIN GIRARD CÔTÉ, AVOCATS

Me Manon Lechasseur

Me Yves Laperrière

Procureurs de la requérante

N/D : 9660-ORL110

COPIE CONFORME

Aubin Girard Côté
AUBIN GIRARD CÔTÉ

AFFIDAVIT

Je, soussignée. Marie-Hélène Desjardins, domiciliée et résidant au
affirme solennellement ce
qui suit :

1. Je suis la requérante dans la présente affaire ;
2. Tous les faits allégués dans la présente requête sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ :

(s) Marie-Hélène Desjardins

MARIE-HÉLÈNE DESJARDINS

Affirmé solennellement devant moi
St-Bruno-de-Montarville, ce 31 août 2012

(s) Me François Bourgeois, avocat

Commissaire à l'assermentation
pour le Québec

COPIE CONFORME

Aubin Girard Côté
AUBIN GIRARD CÔTÉ

AVIS DE PRÉSENTATION

À: **Commission scolaire des Patriotes**
1740, rue Roberval
St-Bruno-de-Montarville (Québec) J3V 3R3

PRÉNEZ AVIS que la présente requête sera présentée devant le juge coordonnateur en matière de recours collectif de la Cour supérieure, chambre civile, siégeant au Palais de Justice de Longueuil, sis au 1111 boul. Jacques-Cartier Est, à Longueuil, à une date qu'il voudra bien déterminer.

VEUILLEZ VOUS GOUVERNER EN CONSÉQUENCE;

St-Bruno-de-Montarville, le *31 août* 2012.

(S) *AUBIN GIRARD CÔTÉ*

AUBIN GIRARD CÔTÉ, AVOCATS
Me Manon Lechasseur
Me Yves Laperrière
Procureurs de la requérante
N/D : 9660-ORL110

COPIE CONFORME

Aubin Girard Côté
AUBIN GIRARD CÔTÉ

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE LONGUEUIL
COUR SUPÉRIEURE
(Chambre civile)

NO: 505-06-000016-126

MARIE-HÉLÈNE DESJARDINS

Requérante

-vs-

COMMISSION DES PATRIOTES

Intimée

REQUÊTE POUR AUTORISATION
D'EXERCER UN RECOURS COLLECTIF
ET POUR ÊTRE REPRÉSENTANT
(articles 1002 et ss. C.p.c.)

Me Manon Lechasseur
Me Yves Laperrière
Code Bureau: BA-0179

N/D: 9660-ORL110

AUBIN GIRARD CÔTÉ, AVOCATS
Regroupement d'avocats autonomes
1700, Boulevard Talbot - Suite 310
Chicoutimi (Québec) G7H 7Y1
Téléphone: (418) 543-0786
Télécopieur: (418) 543-9932